

Agriculture urbaine



La Ferme de Budé se situe à deux pas de la place du Petit-Saconnex, dans un endroit improbable et pourtant bucolique. LAURENT GUIRAUD

«Nos clients aiment tous cuisiner et bien manger»

La Ferme de Budé cultive ses légumes bio en ville et vend des produits locaux depuis six ans. Ça gagne peu, mais c’est bon

Christian Bernet

A midi, toute l’équipe s’installe dans la cour pavée autour d’une grande table. C’est Raymond qui cuisine et les rations sont copieuses. Chou blanc, carotte jaune, haricots, polenta bramata et émincé de bœuf. Les légumes sont du jardin, le reste provient des producteurs du coin. Ici, tout est local. «Nous mangeons ensem-

ble tous les jeudis, raconte Katia la jardinière, qui savoure sa salade avec les doigts. C’est l’occasion de parler d’autre chose que du boulot.» Du boulot, il y en a. La Ferme de Budé est une petite ruche bien particulière. Une sorte de pionnier dans ce qu’on appelle aujourd’hui les fermes urbaines, qui séduisent de plus en plus les citadins. On y cultive des légumes bio et on y vend presque tout de ce que produit le terroir genevois. Des produits laitiers, de la viande, du poisson du lac, des huiles, de la bière, de la farine, du jus de raisin, du schnaps. Et surtout beaucoup de fruits et de légumes. «Nous privilégions les circuits courts, explique Sacha Riondel, ingénieur agronome et l’un des trois associés de cette petite af-

faire. Nous achetons en priorité aux petits producteurs locaux.» La ferme se situe à deux pas de la place du Petit-Saconnex, dans un endroit improbable et pourtant bucolique. Entre un parc public, le Cycle de Budé et de grands immeubles. Dans ce vieux train de ferme propriété de l’Etat, la grange sert de lieu de vente. A l’arrière, le jardin s’étend sur un petit hectare où trois moutons broutent dans un enclos. Cet été, des fleurs et des cardons ont aussi été plantés dans le parc. «Nous avions peur des réactions, mais les gens sont enchantés, raconte Katia. Ils se prennent en photo devant les légumes.»

Le travail du cardon «A nous voir travailler le cardon épineux, les gens comprennent pourquoi ce légume n’est pas bon marché», explique Sacha Riondel. La pédagogie, c’est aussi le rôle de la Ferme de Budé. Elle accueille des classes d’école. «Et à la vente, on nous pose plein de questions sur les produits. Ça sensibilise aussi.» Le local, et surtout le bio, a la réputation d’être cher. A voir. Le rôti de porc est à 22 francs, la fêra

à 19. Les supermarchés ne font pas mieux. «Mais si vous voulez une mozzarella artisanale, fraîche du matin, alors oui, vous paierez plus.»

Petits salaires Ce débat, Sacha Riondel aimerait lui tordre le cou. «Depuis des décennies, l’agriculture s’est focalisée sur le prix. On voit le résultat avec l’état des terres. On devrait plutôt se demander combien ça coûte de bien cultiver. Tout le monde ne peut pas acheter bio, mais on peut faire des choix. Partir moins souvent à Bali et mieux se nourrir. Le point commun de nos clients, c’est qu’ils aiment cuisiner et bien manger.» La Ferme de Budé profite d’une clientèle internationale plutôt aisée mais sa dizaine de travailleurs ne fait pas fortune pour autant. «Nous nous versons un salaire d’un peu moins de 4000 francs pour un plein-temps, glisse Sacha Riondel. Mais je voulais donner du sens à mon travail.»

Ferme de Budé Ouvert mardi, mercredi et vendredi de 9 h à 18 heures. Samedi, de 9 h à 16 h.

De la campagne à la ville

● L’agriculture urbaine sera le thème d’une journée organisée samedi après-midi par les Verts à la Ferme du Lignon. De la souveraineté alimentaire aux jardins potagers, le spectre des discussions sera large. On pourra aussi visiter des plantages urbains et visionner le film de Dominique Marchais *Le temps des grâces*, en présence du réalisateur. L’agriculture urbaine est à l’ordre du jour. Ce lundi, l’Etat a lui aussi organisé une table ronde sur le sujet et affirmé «sa volonté de soutenir et poursuivre le développement de l’agriculture en ville». Mais de quoi parle-t-on? «Des études ont montré que les citadins veulent des produits locaux et un contact avec

l’agriculture, mais qu’ils se déplacent peu en campagne, explique Emmanuel Ansaldi, à la Direction de l’agriculture à l’Etat. Seulement 5 à 10% de la production locale est vendue directement.» L’Etat veut ainsi promouvoir des «points relais agricoles en milieu urbain». Et la Ferme de Budé en est un modèle pilote. Il s’agit de produire, de distribuer les produits locaux et de sensibiliser. «Ce dernier élément est important pour valoriser l’agriculture locale.» L’Etat a plusieurs projets de fermes urbaines. L’une d’entre elles est située à Bernex, sur un grand terrain proche de la future urbanisation au nord du village. Il espère aussi trouver des opportunités au centre-ville ou à la Praille. **C.B.**

Protection des mineurs à nouveau sans pilote

De bonne source, Sahra Leyvraz-Currat n’a pas été reconduite dans sa fonction de directrice. Une décision partagée, selon l’Etat

Elle avait pris les commandes du Service de la protection des mineurs (SPMi) le 1er octobre 2013. Deux ans plus tard, à peine, Sahra Leyvraz-Currat va donner une nouvelle orientation à sa carrière: elle devrait rejoindre la Chancellerie d’Etat. De gaieté de cœur? Pas sûr, si l’on en croit les témoignages que la *Tribune de Genève* a pu recueillir, hier, au sein du SPMi. «Mme Leyvraz-Currat a appris à la fin d’août qu’elle n’était pas reconduite, affirme un collaborateur. Deux ans à un poste aussi sensible et conflictuel, c’est vraiment trop court. Ce d’autant plus qu’elle n’a pas démerité.» Le SPMi a pour difficile mission d’assister la famille dans sa tâche éducative, de veiller aux intérêts de l’enfant et de le protéger, en collaboration avec les parents et quand cela s’avère nécessaire, en sollicitant des mesures judiciaires. Un service, rattaché au Département de l’instruction publique, et plus particulièrement à l’Office de l’enfance de la jeunesse (OEJ), qui a été bien chahuté ces dernières années, comme le rappelle un autre employé: «C’est le 5e boss en six ans!» A cet office, on tient un discours fort différent. «Mme Leyvraz-Cur-

rat n’a pas été remerciée. Son départ - programmé pour le 15 octobre - s’est organisé en bonne intelligence entre la personne concernée et la hiérarchie, réagit la directrice générale de l’OEJ, Francine Teylouni. C’est une décision partagée, tant pour l’avenir du service que pour la réorientation professionnelle de la directrice.» Et la patronne de l’OEJ annonce qu’elle viendra en personne appuyer le SPMi, dès le 16 octobre, avec les directeurs des différents pôles: «On abordera alors tous les problèmes, dont les charges de travail, pour trouver des aménagements. C’est dans ce contexte que l’on cherchera le nouveau directeur ou la nouvelle directrice du SPMi.» Une chose est sûre: cette équipe ne manquera pas de travail dans un service pour le moins malmené. Cela fait plusieurs années, en effet, que le personnel dénonce de mauvaises conditions de travail, qui conduisent à un fort taux d’absentéisme. «Epuisés et inquiets pour les enfants qu’ils doivent protéger», des collaborateurs - soutenus par les syndicats - ont ainsi multiplié les débrayages depuis l’été 2012, estimant que le service n’est pas en mesure d’effectuer correctement sa mission. Une situation critique qui avait conduit à la nomination de l’ancien conseiller d’Etat Laurent Moutinot comme directeur par intérim, en octobre 2012. **Laurence Bézaguet**

Fonctionnaire de police et détective privé libérés

Les deux hommes ont été confrontés dans le cadre d’une enquête mêlant violation du secret de fonction et corruption

«Les deux prévenus ont été remis en liberté après qu’ils ont été confrontés dans le cadre de l’enquête, informe Henri Della Casa, porte-parole du pouvoir judiciaire. Dès lors, le risque de collusion, qu’il s’agissait jusque-là d’éviter par la détention provisoire, n’existait plus. Mais la procédure se poursuit.» Qui sont ces deux hommes qui viennent de quitter Champ-Dollon? L’affaire a fait du bruit tout récemment à Genève (*lire nos éditions du 15 septembre*). Une procédure a, en effet, été ouverte contre un assistant de sécurité publique (ASP) travaillant à la police judiciaire, suite à une enquête de

l’inspection générale des services dirigée par le procureur général Olivier Jornot. Employé depuis des années à l’Etat, cet ASP a alors été placé en détention provisoire. On lui reproche d’avoir livré des informations confidentielles à un détective privé, à la demande de ce dernier. Deux perquisitions, effectuées début septembre chez le détective, ont permis de révéler le pot aux roses. Le fonctionnaire de police est soupçonné de violation du secret de fonction et de corruption passive. Le détective a, pour sa part, été temporairement incarcéré pour instigation à la violation du secret de fonction et corruption active. L’enquête menée par le procureur général doit permettre de déterminer les circonstances exactes de cette affaire et le montant de la corruption. **L.B.**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève Pages spéciales

Demain

Découvrez nos quatre pages spéciales dédiées au développement durable avec la **Fédération genevoise de coopération**

- **Le tableau de bord** du développement durable sera installé à Genève
- **Les 17 Objectifs** de développement durable couvrent quasi tous les problèmes de l’humanité
- **Tour du monde** : 7 exemples de solutions innovantes parmi plus de cent projets
- **Cinquantenaire**, la Fédération genevoise de coopération propose des actions concrètes aux Genevois

Samedi-dimanche 3-4 octobre 2015 | Ce séminaire est gratuit, à l'exception de la participation

Tribune de Genève

4 octobre: Journée Genève solidaire

Genève pilotera le plan survie de l'humanité

Des paroles aux actes!

Une feuille de route vers un monde plus juste, plus équilibré. Adressée par trois des plus grands penseurs du monde, la 5e édition du séminaire "Genève solidaire" sera consacrée à la survie de l'humanité. Les experts de l'ONU vont à peu près tous d'accord: un vaste catalogue de mesures de développement durable est nécessaire.

www.tdg.ch

PUBLICITÉ

maison de la créativité

portes ouvertes aux familles samedi 3 octobre de 14h à 17h

activités créatives dans la maison animations festives dans le parc

Chemin Calandrin 7
1231 Conches
Tel 022 810 18 90
www.maisondelacreativite.ch

maison de la créativité

AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE DE GENÈVE